

La situation politico-militaire au Soudan

Autor(en): **Baud, Jacques**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): - **(2007)**

Heft 6

PDF erstellt am: **25.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-346758>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.



Vue de Khartoum

La situation politico-militaire au Soudan

Col EMG Jacques Baud*

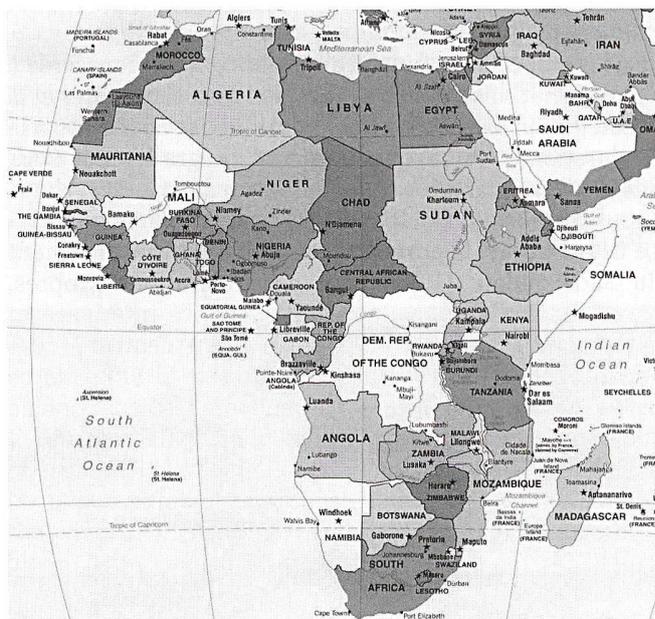
Département fédéral des Affaires Etrangères (DFAE)

La situation au Darfour retient depuis quelques années l'attention de la Communauté internationale sur cette partie de l'Afrique qui, bien qu'immense, reste encore très mal connue. Le Soudan, plus grand pays d'Afrique, a connu des décennies de conflits le rendant ainsi peu accessible.

Quelques chiffres : une surface de 2,5 millions de km² équivalent à cinq fois la France ou un quart des Etats-Unis. Une population de 40 millions d'habitants, dont environ un quart de personnes déplacées en raison des catastrophes naturelles et de la guerre. Une moyenne d'âge de 18,6 ans. La guerre ayant ravagé ce pays durant 23 ans, plus de la moitié de la population n'a vécu qu'en situation de guerre et n'a jamais connu de situation « normale ». Au plan économique, le Soudan n'a pu réellement commencer à exploiter son pétrole que depuis 2000 et reste un « petit producteur » avec 500'000 barils/jours. La vraie richesse stratégique du Soudan est la gomme arabique, un produit indispensable à l'industrie alimentaire occidentale – et américaine en particulier – qui ne peut pas être synthétisée artificiellement.

Le conflit Nord-Sud

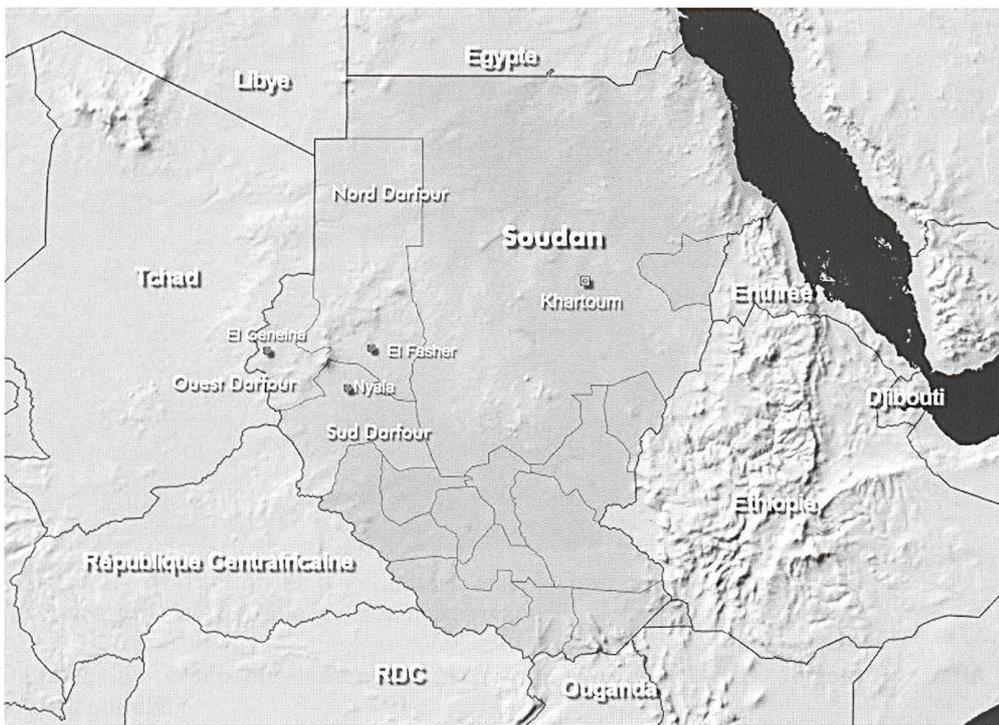
Le 9 janvier 2005, le *Comprehensive Peace Agreement* (CPA¹) est signé entre le gouvernement de Khartoum et le Sudan People's Liberation Movement / Army (SPLM/A), mettant ainsi fin à un conflit de 23 ans dans lequel le Sud-Soudan, majoritairement chrétien, s'opposait à l'application de la loi islamique voulue par Khartoum. Mais le SPLM/A, dirigé par John Garang n'est pas le Sud-Soudan. Avec un nombre estimé de 40'000 combattants, le SPLM/A, majoritairement composé de Dinkas – l'ethnie la plus nombreuse au Sud-Soudan – est alors, certes important, mais, probablement, moins représentatif que les South Sudan Defence Forces (SSDF) – pudiquement appelées « *Other Armed Groups* » (OAG) dans le CPA



– qui rassemblent quelque 50-60 groupes armés issus d'une multiplicité d'ethnies. Les dirigeants des SSDF sont le plus souvent d'anciens compagnons de John Garang, qui se sont séparés à la suite de différents personnels. Si la personne de John Garang reste encore aujourd'hui hautement respectée dans tout le Sud-Soudan, sa personnalité – entière et autoritaire – a souvent été critiquée et considérée comme un obstacle à un accord avec le Nord. Aux termes du CPA, les deux parties (le gouvernement de Khartoum et le SPLM) devaient, dans un délai d'un an, intégrer les OAG dans leurs forces

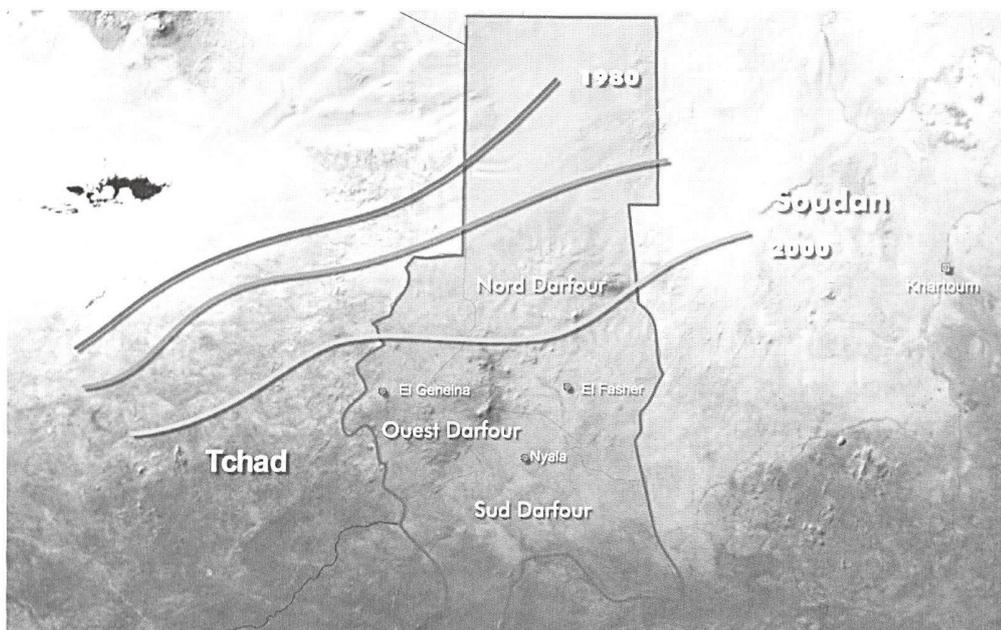
* Engagé en 2005-2006 comme chef du Joint Mission Analysis Center (JMAC) de la Mission des Nations Unies au Soudan (UNMIS), la première structure de renseignement stratégique (conjointe civile et militaire) mise en place par les Nations Unies dans une de ses missions, l'auteur peut apporter un éclairage sur la situation dans un pays à la une de l'actualité. Nous nous concentrerons ici sur la situation politico-militaire de ce pays complexe et fascinant.

1 Accord de Paix Global



armées respectives. Ainsi, l'année 2005 a été consacrée à des négociations intensives entre les deux signataires et la constellation des OAG, pour aboutir le 9 février 2006 à la Déclaration de Juba, qui consacre l'intégration des OAG dans les forces armées soudanaises ou dans la SPLA.

Le CPA a ouvert la porte à la création d'un gouvernement du Sud-Soudan (GoSS) avec des institutions propres, parmi lesquelles un appareil de sécurité intérieure et extérieure. Dans ce contexte, un point central – pas encore résolu – est la transformation de la SPLA, force partisane à dominante Dinka, en une armée nationale sud-soudanaise. L'incorporation d'une partie des OAG dans la SPLA, en février 2006, résulte davantage de l'opportunité politique des chefs de milices que de l'émergence d'une conscience nationale. Outre le fait



qu'une partie de ces milices refuse toute intégration et reste groupée au sein des South Sudan Defense Forces (SSDF), celles des milices qui ont rejoint la SPLA ne sont pas toujours complètement intégrées pour des raisons à la fois tribales, « doctrinales » et structurelles. Pourtant, la fusion des milices et de la SPLA en une armée nationale du Sud-Soudan et soumise à un contrôle politique est une condition sine qua non de la stabilité de cette région. Or, rien n'a été fait dans ce domaine. Le Sud-Soudan s'est adressé à la Suisse pour l'aider dans cette question (probablement à cause de notre armée de milice), mais nous n'avons pas su comprendre le fond de leur requête...

Liée à ce problème est la question de la conduite de la SPLA, dont certaines unités – en l'absence de guerre – s'adonnent à des trafics de toutes sortes pour survivre. De nombreuses exactions – y compris vraisemblablement l'attaque contre un véhicule de la Fédération Suisse de Déminage en octobre 2005 – sont le fait d'unités « renégates » de la SPLA, qui s'adonnent à toutes sortes d'activités lucratives – légales ou non – pour subsister. Le Lord's Resistance Army (LRA) qui a longtemps terrorisé les populations du nord de l'Ouganda est moribonde depuis septembre 2005. Les quatre brigades qui la composaient ont littéralement fondu entre janvier et août 2005 pour se réduire à quatre groupes de 20 à 150 combattants. Réfugiée dans la jungle aux confins du Soudan et de la République Démocratique du Congo, la

LRA se livre à des rapines en évitant tout contact armé avec les forces des Nations Unies de l'UNMIS ou de la MONUC. Ici aussi, l'intransigeance de la Communauté internationale, qui veut placer la justice occidentale avant toute autre considération n'a fait qu'envenimer la situation. En octobre-novembre 2005, la LRA a fait plusieurs tentatives pour négocier une reddition au Sud-Soudan. Mais, la publication d'un mandat d'arrêt par la Cour Internationale de Justice contre ses cinq

principaux dirigeants a rendu tout accord virtuellement impossible. Les négociations entamées se sont (définitivement ?) rompues en été 2006 et ont rejeté les dirigeants de la LRA – demandeurs d'un accord de paix – dans l'illégalité et la violence. Les offres de solutions à travers un règlement traditionnel africain de la question ont été systématiquement rejetées par la Communauté internationale, qui a trop largement surévalué les capacités de la LRA. Ainsi, malgré sa capacité de nuisance réduite, la LRA demeure un problème sécuritaire au Sud-Soudan.

La crise du Darfour

Incomprise et donc mal prise en charge par la Communauté internationale, la crise du Darfour reste marquée par les préjugés, les analyses superficielles et les partis pris.

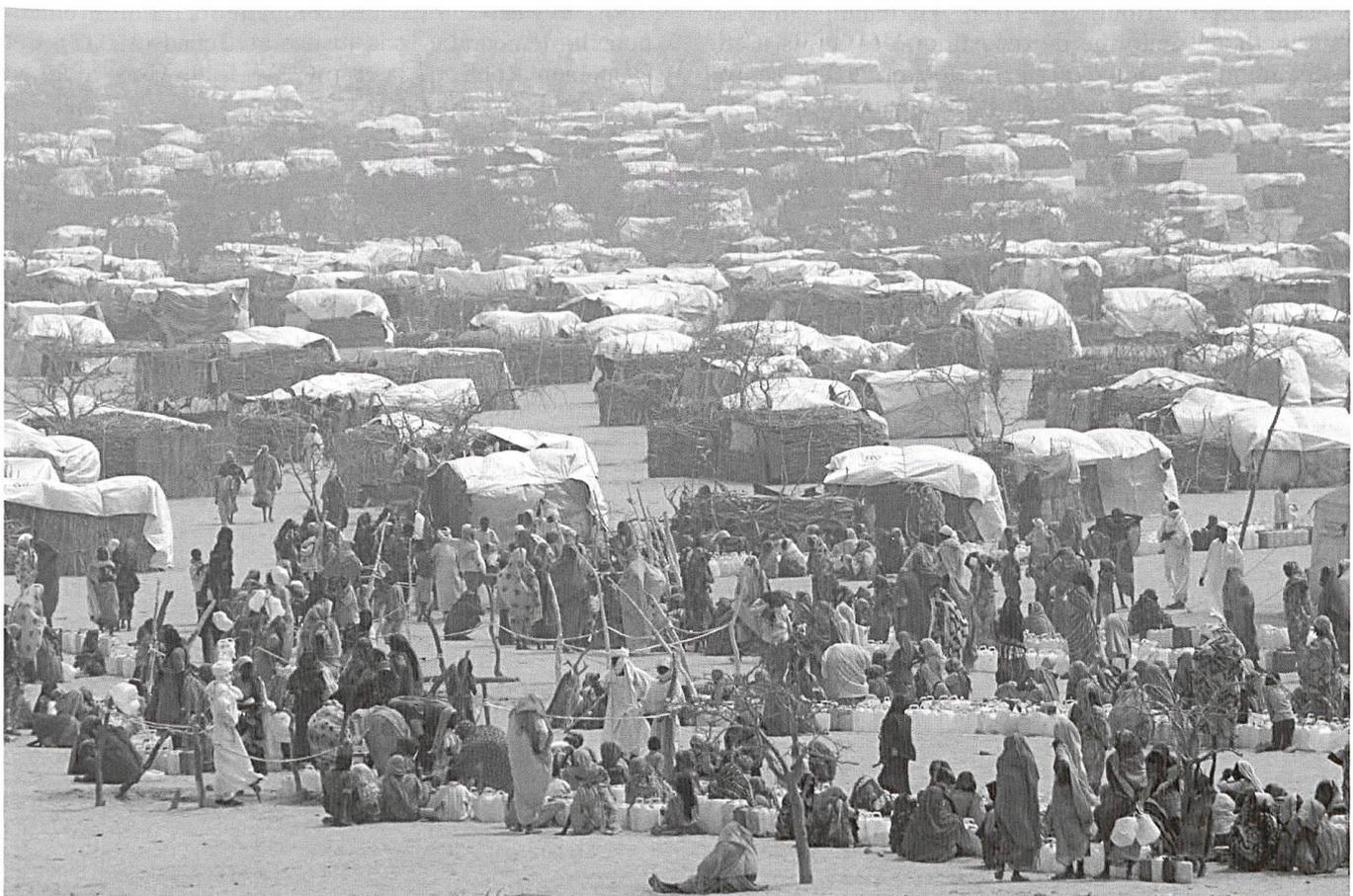
La crise du Darfour est sans doute à la fois une illustration des plus anciennes causes de guerre de l'humanité et la première grande manifestation d'un conflit écologique. N'en déplaise à certains, les causes de la crise du Darfour sont climatiques. Le Sahara s'étend vers le Sud depuis de nombreuses années, affectant durement la fragile zone-tampon entre le désert et les zones plus humides du centre de l'Afrique. Ces zones semi-désertiques qui couvrent le nord du Soudan (y compris le Darfour) et du Tchad ont été touchées de plein fouet par les grandes sécheresses du début des années 70 et la désertification. Dans la région du Darfour, le désert a progressé de près de 200 kilomètres ces trente dernières années, recouvrant ainsi peu à peu le « Dar Zaghawa » (situé au Nord-Ouest du Darfour).

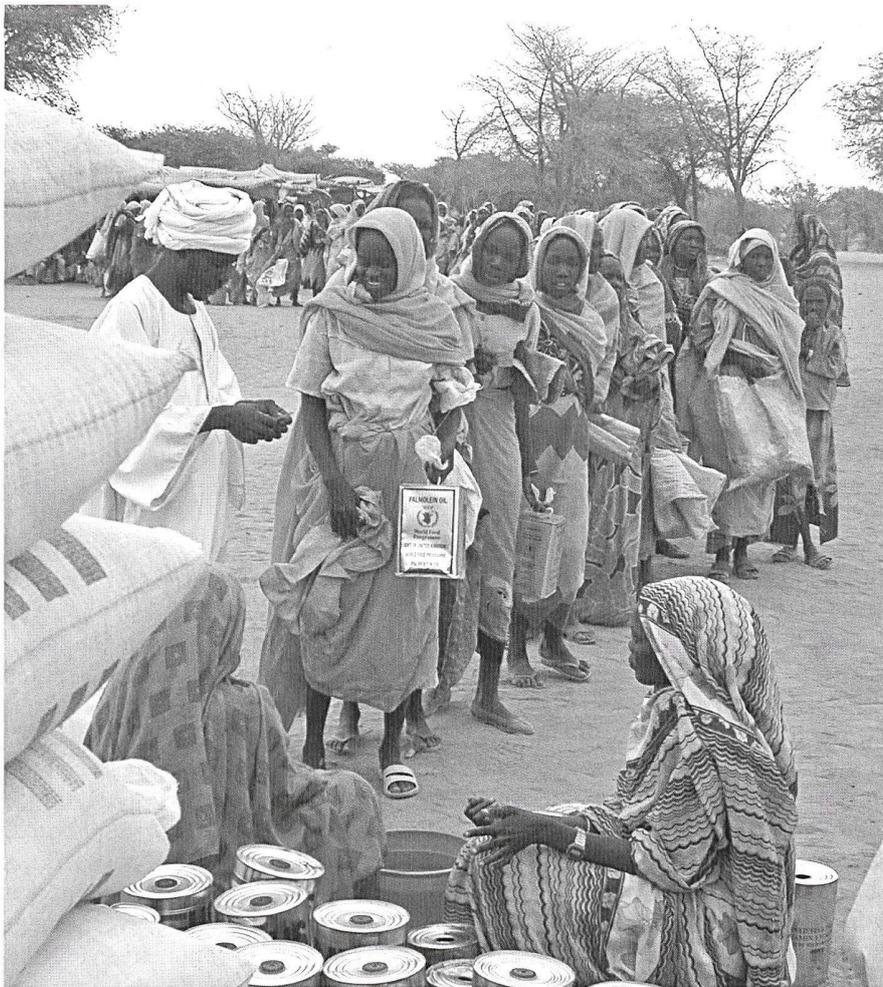
C'est ainsi, entre la fin des années 70 et le début des années 80, que les tribus du nord du Darfour ont commencé à migrer vers le sud... et que les affrontements armés entre tribus ont commencé à prendre des dimensions nouvelles et catastrophiques. La migration a touché plusieurs tribus, mais principalement les tribus Zaghawa et Jimir, qui se sont déplacées vers le centre et le sud du Darfour.

Ces migrations de tendance longue – liées à l'avancée du désert – ne doivent pas être confondues avec les flux migratoires saisonniers des éleveurs déplaçant leurs troupeaux du nord au sud et vice-versa au rythme des saisons, qui sont aussi des sources de querelles tribales. Mais pour ce type de problème récurrent, il existe des mécanismes darfouriens d'une part pour définir et attribuer des itinéraires de transhumance et, d'autre part, pour résoudre les conflits qui pourraient résulter de la non-observation de ces itinéraires.

La progression du désert au Darfour 1980-2000

Or, les problèmes générés par ces migrations de tendance longue ne sont pas triviaux. Il ne s'agit pas ici de disputes pour des pâturages, ni même de conquêtes territoriales ! Au Soudan, la terre n'appartient à personne en particulier, et ce sont des mécanismes traditionnels, propres à chaque tribu, qui régissent l'attribution des terres selon des règles parfois complexes – appelées *hawakir* ou *hakura*. Or, l'installation durable de nouvelles populations dans des zones où les ressources naturelles sont rares a bouleversé les principes de l'*hawakir*. Le gouvernement de Khartoum n'est pas resté inactif devant cette évolution et a tenté dès la fin des années 90 de redéfinir les





mécanismes d'attribution des terres en tentant d'imposer une méthode uniforme de répartition des terres. Cette redéfinition de l'*hawakir* par le gouvernement central enfreint les prérogatives tribales et provoque des réactions violentes de certaines tribus du Darfour qui s'insurgent contre les nouvelles règles qui donnent aux nouveaux venus les mêmes droits qu'aux populations autochtones. Le gouvernement soudanais s'est ainsi rapidement trouvé isolé entre ceux qui revendiquaient des compensations pour leurs terres perdues et ceux qui refusaient de modifier les règles d'attribution des terres. En 2002, la création du Mouvement de Libération du Darfour², par Abdul Wahed Mohammed Nour, rassemble ces deux sources de mécontentement, qui seront – ironiquement – aussi l'une des causes de son éclatement en 2005. C'est là le point de départ de la dimension moderne et politique du conflit au Darfour.

L'émergence de cette dimension politique n'est pas fortuite : elle correspond aussi à la tentative de John Garang, chef du SPLM/A, d'encercler littéralement le gouvernement de Khartoum, en créant des foyers insurrectionnels dans d'autres régions du pays, afin de le forcer à conclure un accord de paix au Sud. Ainsi, dès 2001, Garang – alors soutenu par les Etats-Unis – commence à armer les rebelles du Darfour et à leur donner une dimension politique. Les armes passent de l'Erythrée

au Sud-Soudan et arrivent au Darfour par le Kordofan. Toutefois, la connexion entre les mouvements darfouriens et la SPLM/A de Garang ne « prend » pas. En 2002, il introduit le MJE – un mouvement pourtant exclusivement Zaghawa – dans l'Est du Soudan, pour se joindre à l'insurrection qu'il conduit avec sa New Sudan Brigade (NSB) stationnée depuis le milieu des années 90 en Erythrée, et destinée à combattre les forces de Khartoum depuis l'est. En fait, l'encercllement de Khartoum est resté une action plus politique que militaire : la NSB, avec quelque 6'000 combattants, a essentiellement servi d'« épée de Damoclès », menaçant Khartoum d'un nouveau front, mais n'a jamais réellement combattu.

D'un point de vue occidental, jusqu'à la fin 2002, le conflit du Darfour reste cantonné à sa dimension « soudanaise ». Mais il acquiert une dimension internationale en 2003-2004 à l'occasion d'une prise de 32 otages occidentaux (dont 4 Suisses) par le Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) algérien, qui sont rapidement libérés par les forces de sécurité algériennes. Le chef des preneurs d'otages – Abderrazak el-Para – en fuite, est

à son tour capturé par des combattants du Mouvement pour la démocratie et la justice au Tchad (MDJT). Cet événement confirme la crainte des Etats-Unis, alors en pleine « guerre contre le terrorisme », que le Sahel soit devenu le repaire privilégié des mouvements salafistes et d'« Al-Qaïda ».

Les USA mettent alors sur pied la *Trans Sahara Counterterrorism Initiative* (TSCTI)³ qui regroupe la plupart des pays du Sahel⁴ où sont déployés des forces spéciales sous la conduite du Special Operations Command Europe (SOCEUR)...

Parallèlement, afin de couvrir le Nord-Est de l'Afrique, le Central Command établit la Combined Joint Task Force – Horn of Africa (CJTF-HOA), basée à Djibouti. Convaincus que le Soudan est le point faible de leur dispositif contre le terrorisme, les Etats-Unis décident de mettre le Soudan sous pression, afin de permettre le déploiement d'une force au Darfour... manifestement moins pour régler les conflits tribaux que pour compléter leur dispositif contre le terrorisme islamiste. Dès le début 2005, des forces spéciales américaines opèrent clandestinement sur le territoire soudanais, dans la région du Darfour, afin de pourchasser d'éventuels groupes islamistes.

Il en résulte que le gouvernement soudanais, fort des

² Qui deviendra en 2003 le Mouvement de Libération du Soudan (MLS)

³ La TSCTI est alors développée sur la base d'une initiative plus modeste, la *Pan Sahel Initiative* (PSI), qui aurait été initiée en novembre 2002, mais dont la mise en oeuvre a été accélérée par l'action du GSPC.

⁴ A savoir les pays de la PSI : le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad, plus l'Algérie, le Maroc, la Tunisie, le Sénégal, le Ghana et le Nigeria.

constatations faites en Irak et en Afghanistan, a la crainte bien réelle, même si elle est sans doute exagérée, qu'une opération de maintien de la paix au Darfour puisse être le prélude à une opération visant à renverser le pouvoir en place. C'est pour cette raison que le gouvernement soudanais reste très réticent à voir une mission d'imposition de la paix des Nations Unies sur son territoire et insiste sur son caractère africain.

Les milices « *Janja-weed* »

Durant les années 80-90, l'armée soudanaise est occupée à lutter contre la rébellion au sud du pays. Le rétablissement et le maintien de l'ordre au Darfour nécessiteraient une force très mobile et nombreuse, capable d'intervenir à chaque explosion de violence sur des distances considérables. Ne disposant pas de telles forces, le gouvernement soudanais adopte la même stratégie que celle qui avait été naguère utilisée par les Britanniques et les Français en Afrique et en Asie : il arme les tribus sur lesquelles il peut compter. Malheureusement, contrairement à ce qui a été fait dans d'autres pays, il ne met pas en place de mécanismes suffisants pour gérer et coordonner les milices ainsi armées, qui échappent ainsi progressivement à son contrôle pour mener des opérations complètement indépendantes, à caractère tribal. Ces milices sont connues sous les noms de *Murahalin* dans le Bahr el-Ghazal, de *Shahama* en Abyei et de *Janjaweed* au Darfour.

Afin de reprendre le contrôle sur ces forces, le gouvernement crée en 1989 les Popular Defence Forces (PDF) qui sont des forces territoriales composées de militaires recrutés localement, armés, équipés et contrôlés par l'armée, un concept proche des anciennes

zones territoriales en Suisse. Les PDF reprennent ainsi les fonctions de sécurité territoriale statique des milices tribales, tandis que la dimension dynamique du maintien de l'ordre est dévolue aux forces du ministère de l'intérieur. Mal équipées, dépourvues de matériel lourd et presque sans moyens de transport, les PDF sont cantonnées dans un rôle essentiellement défensif. Par ailleurs, aucun commandement opérationnel conjoint n'est établi au niveau du Darfour par le gouvernement soudanais, qui considère le conflit comme intérieur et donc du ressort des forces de sécurité intérieure. Au niveau stratégique, à Khartoum, une cellule conjointe assure seule la gestion stratégique de la situation.

Le terme de « *Janjaweed* » est un terme typiquement darfourien, qui, à l'origine, désigne un bandit. L'examen de centaines d'incidents au Darfour a permis de dégager 6 catégories de « combattants » répondant à l'appellation de « *Janjaweed* » :

- a) les bandes criminelles fréquentes dans cette région ;
- b) les restes des milices tribales mises sur pied par le gouvernement, mais hors de son contrôle aujourd'hui ;
- c) les milices tribales créées spontanément pour lutter contre le gouvernement, contre les rebelles ou contre les bandes criminelles ;
- d) les groupes rebelles du SLM, du JEM et de leurs 19 dérivés ;
- e) les unités des PDF et
- f) les groupes armés tchadiens basés au Soudan⁵.

En un mot, le terme *Janjaweed* est utilisé au Darfour pour

⁵ Voir plus bas.

Les dirigeants des pays arabes réunis à Khartoum le 28 mars 2006.



désigner tout ce qui porte une arme, alors qu'en Occident on a tendance à ne retenir que les milices mises sur pied par le gouvernement. Dans les faits, des informations précises et confirmées indiquent que le gouvernement soudanais a cessé tout soutien à ces milices depuis mars 2005. A telle enseigne que des milices « *Janjaweed* » se sont retournées contre les forces de sécurité allant jusqu'à assiéger durant plusieurs jours la garnison de la capitale du Darfour Occidental, El-Geneina, en octobre 2005, et avoir des affrontements armés avec plusieurs unités de la sécurité soudanaise.

Ainsi, si à l'évidence ces milices ont été créées à l'initiative du gouvernement, il serait faux d'en déduire une stratégie machiavélique du gouvernement soudanais pour éliminer sa propre population.

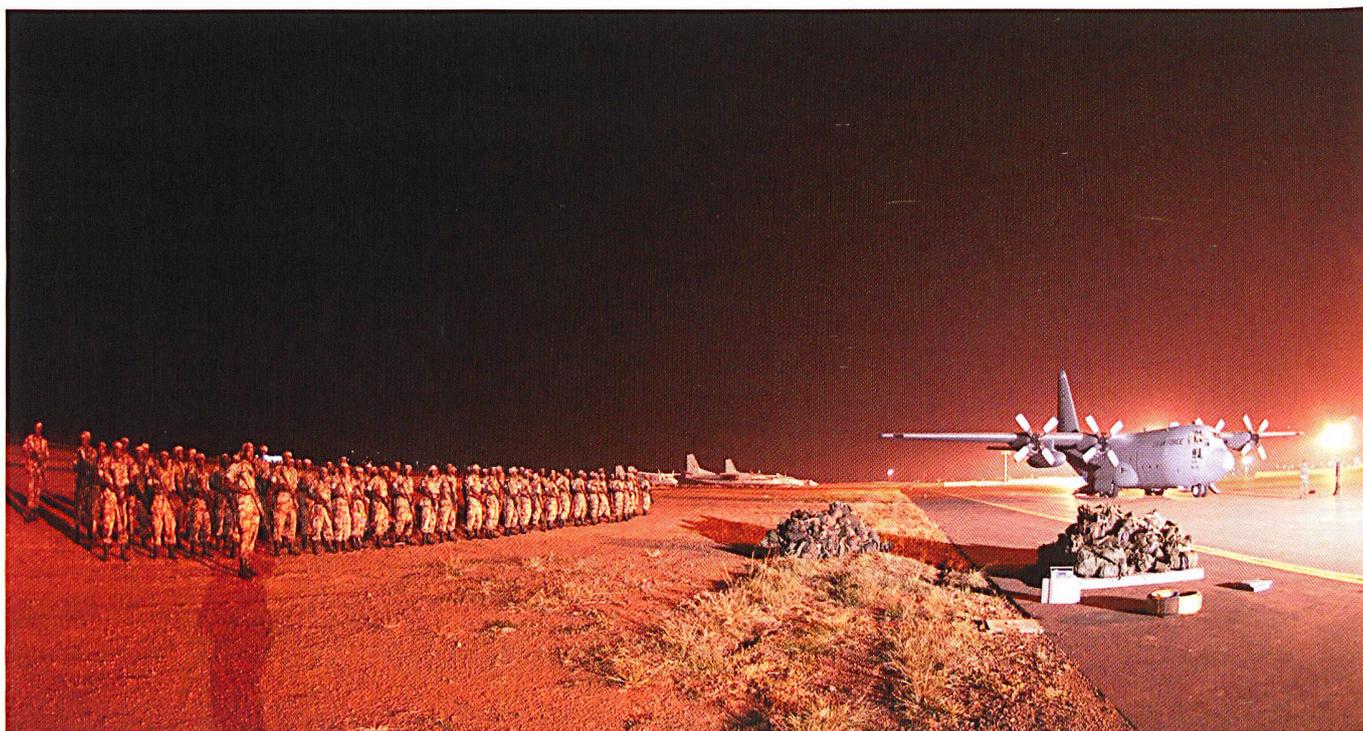
Le gouvernement de Khartoum tente-t-il d'éliminer une partie de sa population ?

Nombre de commentateurs expliquent les exactions commises par les « *Janjaweed* » par la volonté de Khartoum d'éliminer une partie de sa population et de la chasser vers des camps de réfugiés. En réalité, le Darfour – grand comme la France – a une population estimée à environ 6 millions de personnes, principalement établie dans de petits villages dispersés. La population est d'origine arabe et africaine, mais avec le temps ces deux groupes ethniques se sont étroitement mélangés et il est le plus souvent virtuellement impossible de les différencier. Contrairement au Sud-Soudan, la population est homogène au plan religieux et presque exclusivement musulmane. De plus, au Darfour – comme dans le reste du Soudan – personne n'est propriétaire de terres. Tout au plus, les tribus ont une forme de « souveraineté » territoriale.

Ainsi, rien ne permet d'expliquer et de soutenir la thèse d'un gouvernement tentant de vider le Darfour de sa population. Par exemple, un examen sérieux des actes de

violence montre des actions dirigées contre des individus, des familles, voire des parties de village ou des petits hameaux, mais pratiquement jamais contre des tribus ou ethnies entières.

Les forces soudanaises déployées au Darfour sont très insuffisantes pour maîtriser la situation. La situation au Darfour est considérée comme un problème de sécurité intérieure. Dès lors, les 12'000 militaires de l'armée régulière stationnés au Darfour ne sont engagés que très rarement. Les opérations de contre-insurrection sont normalement menées par les forces de police et celles de la sécurité intérieure. Toutefois, ces dernières – même si elles paraissent importantes – sont largement sous-équipées en armements et en moyens de transport et ne sont pas configurées pour lutter contre une insurrection. Elles sont regroupées dans les principales villes du Darfour (El-Fasher, Nyala et El-Geneina) et patrouillent sur les principaux axes routiers (entre ces trois villes) et n'ont pratiquement aucun moyen pour agir dans l'entre-terrain. Les « bombardements » par les « Antonovs » souvent mentionnés par les réfugiés et rapportés dans la presse sont souvent fallacieux. L'armée de l'air soudanaise compte 5 Antonov 24 et 26 destinés au transport, qui ne sont pas équipés pour le largage de bombes et qui sont déjà largement sollicités pour assurer la logistique des garnisons militaires soudanaises réparties sur 2,5 millions de km² et dans des régions qui ne peuvent souvent être atteintes que par air. Par comparaison, les Nations Unies ont une flotte de plus de 50 appareils pour assurer la logistique de l'UNMIS (environ 30'000 personnes) dans le même espace. En fait, l'étude des incidents rapportés ne permet pas de confirmer l'usage d'« Antonov » pour bombarder délibérément les populations civiles : il apparaît que le terme « Antonov » est utilisé pour tout ce qui vole, et notamment les hélicoptères Mi-24 (ou plus rarement Mi-8) équipés de roquettes, utilisés pour combattre les colonnes de véhicules de la SLA ou du JEM, qui se réfugient dans les villages.



Les roquettes non-guidées air-sol sont traditionnellement les munitions qui occasionnent le plus de ratés. Pourtant, des enquêtes sur le terrain menées par des spécialistes internationaux du déminage mandatés par les Nations Unies en 2006 et en 2007 constatent que les restes de munitions les plus fréquemment rencontrés au Darfour dans les zones de combat restent les grenades à main et les grenades antichars de RPG-7. Dans certaines zones, on trouve des restes de roquettes sol-air. Quant aux restes de bombes aériennes, les équipes envoyées sur les emplacements des affrontements au début 2006 par l'ONU n'en ont trouvé aucun !

Tout ceci ne démontre rien, mais permet tout de même de jeter un voile de suspicion sur les accusations de la Communauté internationale contre le Soudan. Par ailleurs, ceci n'excuse pas, mais explique tout au moins que les actions de l'aviation qui touchent des civils entrent davantage dans le chapitre des bavures que de l'extermination délibérée, telle que le présente l'opinion occidentale...

Les affirmations selon lesquelles le gouvernement tenterait d'« arabiser » le Darfour n'a ni sens politique, ni réalité historique : les affrontements opposent pêle-mêle arabes, non-arabes, cultivateurs, éleveurs dans toutes les combinaisons possibles. En revanche, plusieurs facteurs ont contribué à faire dériver la situation au Darfour :

a) Contrairement à une opinion largement répandue en Occident, le « conflit » du Darfour n'a qu'un caractère marginal aux yeux du gouvernement : l'essentiel des actes de violence sont de nature tribale ou criminelle, tandis que l'importance des mouvements « politiques » (SLM/A, JEM et NMRD) reste très marginale. Leur fragilité, démontrée par leurs dissensions internes, apparues en 2005-2006, n'en fait pas une menace réelle pour le gouvernement, comme l'était la rébellion du Sud, où l'enjeu était beaucoup plus considérable. Par ailleurs, contrairement au Sud, qui voulait faire sécession, le Darfour n'a jamais cherché à se séparer du Soudan, même si la revendication d'une plus grande autonomie régionale est souvent avancée.

b) Le gouvernement de Khartoum ne s'est jamais vraiment doté de moyens conséquents pour lutter contre des troubles qui sont endémiques dans cette région du monde. Son approche s'est largement appuyée sur les rivalités tribales traditionnelles sans réelle stratégie anti-insurrectionnelle, ni structures de conduite adéquates. Il s'est borné à traiter la question comme un problème d'ordre intérieur.

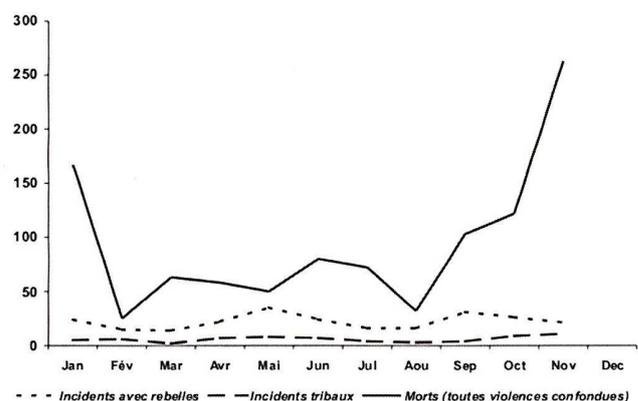
La crise tchadienne

Contrairement à une idée largement répandue en Occident – et aux affirmations du gouvernement tchadien du président Déby Itno –, la crise tchadienne n'est pas la conséquence de la situation au Darfour. Le Tchad est en proie depuis plusieurs décennies à des tensions politiques internes. Historiquement, le foyer de l'activisme politique tchadien se situe dans les provinces du Biltine et de l'Ouaddaï (d'où est d'ailleurs issu l'actuel président) adjacentes au Darfour.

L'opposition tchadienne se divise entre « mouvements politiques » et « mouvements politico-

militaires » (connus à l'ONU sous l'appellation de Chadian Armed Opposition Groups (CAOG). Cette opposition est fortement fragmentée, constituée de nombreux mouvements qui n'ont souvent qu'une existence virtuelle, le plus souvent basés à l'étranger (en particulier Genève, Paris et Londres) et dominée par des querelles entre individus. Ainsi, ces groupes armés, dont aucun ne dispose d'une force suffisante pour renverser le régime, sont condamnés à s'allier entre eux. En dehors du renversement de l'actuel président, leurs objectifs sont peu clairs et les alliances se font et se défont au rythme d'un changement par semaine depuis la fin 2005.

Alimentés par un flux régulier de défections (le plus souvent avec armes et bagages) au sein des forces armées tchadiennes – qui s'est accentué depuis octobre 2005 – les CAOG ont un armement solide, en grande partie issu des fréquentes escarmouches avec l'armée tchadienne. Entre 2004 et début 2006, les CAOG ont trouvé refuge au Darfour, où ils ont bénéficié d'un accord tacite du gouvernement soudanais. Non pas que le gouvernement soudanais cherche à renverser le gouvernement tchadien (c'est avec l'appui des Soudanais que le Président Déby est arrivé au pouvoir au début des années 90), mais plutôt en raison de priorités : la lutte contre les CAOG aurait mobilisé des ressources engagées contre les mouvements rebelles soudanais, alors que les CAOG ne sont pas considérés comme hostiles. C'est évidemment une logique très différente de la manière de penser occidentale, mais qui s'explique en partie par le fait que la notion de frontière au Darfour est assez « extensible ». En effet, la plupart des populations dafouriennes sont issues de tribus qui existent à cheval sur la frontière et la distinction entre tchadiens et soudanais dans cette région est virtuellement impossible. A ceci s'ajoute le fait qu'un accord passé entre le gouverneur du Darfour Occidental et le Préfet du Ouaddaï en 2004, donnait un « droit de poursuite » aux forces tchadiennes et soudanaises pour combattre au-delà de leurs frontières respectives.



Violence au Darfour (2005)

La violence au Darfour présente des schémas caractéristiques d'évolution dans le temps (ici pour l'année 2005) et différenciés d'une région à l'autre. De plus, les solutions pour lutter contre la violence doivent être appliquées à des acteurs différents. Le défi de la nouvelle mission hybride au Darfour sera dans sa capacité à moduler son action en fonction d'adversaires et d'intérêts différents. La similitude de ce problème avec la conception de notre armée en Suisse mériterait une réflexion encore inexistante dans notre pays.



Ainsi, dans une logique soudanaise, la présence des CAOG au Darfour était en quelque sorte plus un problème tchadien, que soudanais.

Il n'en demeure pas moins que certains CAOG basés au Darfour se sont livrés à des exactions sur la population locale afin d'assurer leur propre logistique. L'analyse des incidents montre que l'expression « *Janjaweed* » concerne également des éléments des CAOG.

En mars 2006, après une virulente campagne de presse menée par le Tchad contre le Soudan, à travers laquelle le gouvernement tchadien tente de présenter sa crise intérieure comme une tentative de déstabilisation extérieure orchestrée par le Soudan, le Soudan décide l'expulsion de tous les CAOG de son territoire. L'opération est organisée conjointement entre le Soudan et le Tchad. A peine sortis du territoire soudanais, les CAOG sont accueillis par les forces tchadiennes et sont violemment pris à partie dans la région d'Adré (Ouaddaï). Ceci pousse les forces du Front Unifié pour le Changement (FUC) à prendre l'initiative au Sud du Ouaddaï pour faire une poussée spectaculaire jusqu'aux portes de N'djaména.

Du côté tchadien, la situation est un peu plus complexe. Le Président Déby Itno est en délicatesse avec des éléments de sa propre tribu (Zaghawa Kobe), qu'il considère comme des rivaux. Ainsi, des mouvements comme le JEM – basé sur le territoire tchadien, principalement dans le Biltine et le nord du Ouaddaï – ont été largement combattus par le président Déby. Mais, depuis la fin 2005, avec la désertion massive d'unités zaghawa des forces armées tchadiennes, le président Déby tente une nouvelle stratégie : il essaie de se rapprocher de la communauté zaghawa – notamment en ajoutant son nom tribal à son nom officiel, devenant ainsi « Déby Itno », qui est son nom officiel depuis février 2006 – et se rapproche du JEM, auquel il fournit des armes et équipements. La relation avec le JEM a des

hauts et des bas durant 2006, mais finalement, dans la seconde moitié de l'année, le JEM apparaît comme une véritable force supplétive des forces armées tchadiennes et est engagé dans plusieurs opérations militaires contre les CAOG à la fin 2006 et début 2007. Dans un mouvement analogue, Déby Itno fait alliance en décembre 2006 avec le chef du FUC, Mahamat Nour, qu'il nomme ministre de la Défense et dont il incorpore les troupes (essentiellement des Tama) au sein des forces tchadiennes.

Ainsi, l'assistance apportée par le Tchad à certains mouvements « soudanais » est plus liée à des questions de politique tribale

tchadienne qu'à la volonté de déstabilisation du Soudan. Ce phénomène, bien compris des deux pays, a été très mal compris en Occident : il n'y a, en fait, pas de débordement du conflit du Darfour au Tchad, mais deux conflits parallèles qui coexistent sans réelles interférences sur la même portion de territoire. Les rumeurs selon lesquelles le Soudan chercherait à envahir le Tchad sont purement fantaisistes et ne peuvent être soutenues en regard des capacités militaires soudanaises dans la région.

Le « génocide » du Darfour

Stigmatisé par de nombreuses ONG et l'administration américaine, le « massacre systématique » des populations du Darfour par le gouvernement soudanais à l'image de ce qui s'était passé au Rwanda dix ans plus tôt ne trouve aucune confirmation dans les faits.

Certes, les divers conflits qui marquent le Darfour depuis la fin des années 70 ont eu des conséquences humaines, mais il est difficile d'en donner une mesure objective : en 2004 l'OMS annonçait 70'000 morts (toutes causes confondues)⁶ et le rapport de janvier 2006 du Secrétaire général des Nations Unies annonçait une « diminution significative » de la mortalité depuis 2004... alors qu'outre-Atlantique on continuait à brandir des chiffres de 200'000 à 400'000 morts !

En fait, il y a ici deux notions que l'on tend à mélanger allègrement pour justifier la notion de « génocide » : la mortalité due aux *conséquences du conflit* (manque d'hygiène, manque d'eau et de nourriture, etc.) et la mortalité due aux *actes de violence*. La réalité est que personne ne connaît ces chiffres avec précision et que chacun effectue des extrapolations plus ou moins

⁶ *Retrospective Mortality Survey Among the Internally Displaced Population, Greater Darfur, Sudan, August 2004*, WHO & European Programme for Intervention Epidemiology Training, 15 septembre 2004.

malheureuses, qui ont pour seule conséquence de focaliser l'opinion internationale contre le gouvernement soudanais, qui a ainsi beau jeu de fustiger la mauvaise foi occidentale pour comparer sa situation à celle qui avait précédé l'invasion de l'Irak en 2003.

En fait, toutes les études sur la mortalité au Darfour – et notamment les plus sérieuses effectuées par l'OMS – se basent sur des évaluations statistiques. En 2004, l'OMS a fait une première étude basée sur l'extrapolation des décès observés et a abouti à un chiffre de 70'000 morts – difficile à vérifier, selon les personnes qui opèrent sur le terrain. Une seconde étude de l'OMS effectuée en 2005, qui intègre un traitement statistique des déclarations des familles affectées aboutit à des valeurs inférieures. Ceci étant, il n'a – à la connaissance de l'auteur – été fait aucune étude qui compare la mortalité au Darfour à celle d'autres populations-témoins sub-sahariennes vivant dans les mêmes conditions (par exemple, au nord du Tchad ou du Niger), qui permettraient de mesurer avec plus de précision encore l'impact réel du conflit sur la population du Darfour.

Quant aux massacres proprement dits et aux morts des suites d'actions violentes, l'analyse des incidents violents dans le terrain montre des chiffres considérablement plus bas que ceux qui sont brandis par la Communauté internationale. Dans cette partie du monde, l'importance des rumeurs est telle que chaque incident requiert une énergie considérable pour établir la réalité des faits. Les rapports de l'Union Africaine (dont les patrouilles se rendent systématiquement sur les lieux des incidents), les représentants des Nations Unies et les témoins oculaires permettent d'avoir une image relativement précise de la mortalité des suites de la violence, pour peu que l'on fasse l'effort – et que l'on ait les moyens – d'étudier chaque cas. Sur cette question, le JMAC a effectué plusieurs études confidentielles à la demande du Représentant Spécial du Secrétaire Général de l'ONU, qui font apparaître plutôt réalistes les affirmations du gouvernement soudanais, qui avance le chiffre de 9'000 morts des suites de la violence au Darfour.

Comparaison n'est pas raison. Toutefois, les nombreux séjours de l'auteur dans toutes les régions du Darfour tendent à montrer que l'intensité du conflit est très significativement plus basse qu'en Irak, où pourtant on n'enregistre – durant la même période, 2003-2006 – « que » 50 000 victimes civiles ! Manifestement, les chiffres que la Communauté internationale attribue au conflit du Darfour ne reflètent pas la réalité.

Conclusions

Malgré une tentation bien occidentale à tenter de trouver des explications rationnelles et simples, il n'est pas possible de singulariser une cause unique pour le conflit du Darfour. Les conflits intertribaux sont endémiques dans cette région et touchent de manière égale les tribus non-arabes entre elles, les tribus arabes entre elles et les conflits entre arabes et non-arabes. Ils touchent de la même manière « pastoralistes » et fermiers et tenter de réduire le conflit du Darfour à l'une ou l'autre de ces catégories de conflit est mensonger. En fait, « le conflit » du Darfour est une superposition de conflits d'origines tribales et

économiques, auxquels s'ajoutent un banditisme favorisé par la proximité de la frontière tchadienne et l'attraction de conflits voisins, comme le conflit tchadien ou le conflit du Sud-Soudan.

L'essence du conflit au Darfour reste bel et bien la manière dont les tribus peuvent se répartir la terre (*hakura*). Les mélanges de population – accentués par la présence de camps de personnes déplacées – ont rendu ces mécanismes encore plus difficiles à établir.

Un problème central de la question du Darfour est que la Communauté internationale part du postulat que le gouvernement soudanais tente d'éliminer une partie de la population du Darfour... pour des raisons que d'ailleurs personne n'est en mesure d'expliquer ! En réalité, la situation au Darfour est davantage due à un manque de moyens du gouvernement soudanais qu'à une pléthore de moyens. Les pressions exercées sur le gouvernement soudanais – souvent motivées par le respect des droits de l'Homme – ont évidemment limité ses possibilités d'action... mais il serait bon de se demander si le remède n'a pas eu des effets pires que le mal. Il sera facile pour la nouvelle mission hybride de maintien de la paix décidée par les Nations Unies le 31 juillet dernier de faire valoir des chiffres de violence en baisse : ils le sont déjà !

En revanche, il lui sera probablement difficile de régler de manière durable la question du Darfour. La structure et le dispositif de ses forces apparaissent déjà – avant même le début de son déploiement – comme peu adapté pour répondre à la nature même de la violence.

Car, en effet, ce que l'on appelle le conflit du Darfour est en fait une superposition de diverses manifestations de violence (banditisme, rivalités tribales, rivalités politiques et répartition des terres) qui se recouvrent parfois, s'expriment tactiquement différemment et avec des efforts différents d'une région à l'autre. Ainsi, si la nouvelle mission de maintien de la paix n'est pas en mesure d'appliquer le bon remède au bon endroit et ce de manière différenciée et simultanée dans les diverses zones opérationnelles, elle n'aura pas de succès. Cela commence par la définition des secteurs opérationnels et se poursuit par la structure des forces dans chaque secteur... Or, cette analyse préalable semble d'ores et déjà avoir fait défaut...

J.B.